Rwanda : les domaines clés où le développement économique n'a pas réussi

Le Vif,Â 24/01/22 OPINION (Carte blanche) Victoire Ingabire Umuhoza PrÃ©sidente du Parti DALFA-UMURINZI "La rÃ©forme de la gouvernance par le dialogue est l'aspect le plus vital capable de provoquer le changement dans les domaines clÃ©s au Rwanda", estime Victoire Ingabire Umuhoza, opposante au gouvernement rwandais.

En 2000, le Rwanda s'est lancÃ© dansÂ un programme de dÃ©veloppementÂ visant Ã transformer le pays d'un Ã‰tat Ã reve faible Ã l'Etat Ã revenu intermÃ©diaire, tirÃ© par l'Ã©conomie de la connaissance. Ce programme devait Ãªtre atteint sur une pÃ©riode de 20 ans. Au cours des deux dÃ©cennies qui ont suivi,Â le Rwanda a fait des progrÃ¨s notablesÂ et a reÃ§u des applaudissements dans le monde entier. L'Ã©conomie du Rwanda a connu une croissance significative, devenant la dixiÃ¨me Ã©conomie Ã la croissance la plus rapide au monde de 2001 Ã 2010[1]. Le revenu par habitant et l'indice de dÃ©veloppement humain (IDH) du pays ont augmentÃ© tandis que les niveaux de pauvretÃ© ont remarquablement diminuÃ©. Cependant, ces rÃ©alisations ont Ã©tÃ© remises en cause par des inÃ©galitÃ©s Ã©levÃ©es persistantes et des Ã©tudes indÃ©pendantes ont Ã©galementÂ remis en question les statistiques de la pauvretÃ© au Rwanda[2]. De plus, la forte croissance Ã©conomique du Rwanda enregistrÃ©e au cours de cette pÃ©riode n'a pas Ã©tÃ© tirÃ©e par des secteurs privÃ© e commercial dynamiques, mais par l'aide Ã©trangÃ¨re[3]. Lorsque les pays donateurs ont dÃ©cidÃ© de suspendre leur aide financiÃ¨re au Rwanda en 2012 en raison de son implication prÃ©sumÃ©e dans le conflit Ã l'est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, les taux de croissance ont ralenti. Depuis le dÃ©but des annÃ©es 2010, le gouvernement rwandais a commencÃ© Ã accumuler rapidement des dettes pour investir dans le lancement d'une compagnie aÃ©rienne nationale ainsi que des projets d'infrastructure Ã grande Ã©chelle dans le but de tirer des revenus des activitÃ©s relatives aux rÃ©unions, confÃ©rences et expositions internationales (MICE). Cependant,Â ces projets n'ont pas gÃ©nÃ©rÃ© le rendeme escomptÃ© avant la pandÃ©mieÂ de COVID-19[4], ce qui a encore contribuÃ© au ralentissement de la croissance. Aujourd'hui, le Rwanda n'a pas encore atteint le statut de pays Ã revenu intermÃ©diaire comme promis par son gouvernement il y a plus de 20 ans. La rÃ©alisation de cet engagement est dÃ©sormais reportÃ©e Ã 2035. La dette du pays a atteint 71% du PIB[5], dont la majeure partie a Ã©tÃ© investie dans de grands projets quiÂ ne rÃ©pondaient pas aux besoins immÃ©diats de la populationÂ et qui ont Ã©tÃ© les plus touchÃ©s par la pandÃ©mie . Le Fonds MonÃ©taire International a rÃ©cemment averti qu'une grande partie de la population n'Ã©tant toujours pas vaccinÃ©e, les risques liÃ©s Ã l'Ã©volution de l pandÃ©mie de COVID-19 restent importants au Rwanda en ajoutant qu'une accÃ©lÃ©ration des rÃ©formes structures et Ã©conomiques est nÃ©cessaire pour attÃ©nuer les cicatrices de la pandÃ©mie et assurer une croissance plus inclusive et durable Ã moyen terme[6]. MalgrÃ© les Ã©loges du monde entier, les progrÃ¨s du Rwanda ont Ã©tÃ© insuffisantsÂ dans le dÃ©veloppement de secteurs et de domaines clÃ©s dont sa population a besoin pour rÃ©aliser une vÃ©ritable transformation sociale et Ã©conomique. L'un de ces secteurs est le dÃ©veloppement du capital humain. Selon l'indice du capital humain 2020[7] de la Banque mondiale, un enfant nÃ© au Rwanda aujourd'hui a moins de chance (38%) d'Ãªtre aussi productif qu'un enfant qui a bÃ©nÃ©ficiÃ© d'une Ã©ducation et de soins de santÃ© de haute qualitÃ©. Ce nombre est infÃ©rieur Ã la mo de la rÃ©gion de l'Afrique subsaharienne et proche de la moyenne du groupe des pays Ã faible revenu. Le faible niveau de capital humain dans le pays est dÃ» au manque d'Ã©ducation et aux taux Ã©levÃ©s de malnutrition au Rwanda. Cela reste l'une des principales raisons pour lesquelles le Rwanda n'a pas Ã©tÃ© en mesure d'attirer des investissements privÃ©s au cours des derniÃ¨res dÃ©cennies Ã ce jour. Pourtant, le Rwanda a besoin de ces investissements pour financer ses objectifs de dÃ©veloppement Ã l'avenir. Continuer Ã emprunter, recevoir des subventions Ã©trangÃ¨res ou d'augmenter les impÃ´ts pour lever les finances publiques pour le dÃ©veloppement serait improbable[8]. Le dÃ©veloppement du capital social fondÃ© sur une confiance sociÃ©tale illimitÃ©e reste aussi Ã concrÃ©tiser. Il existe Ã la fois desÂ facteurs historiques et gouvernance qui affectent la confiance entre les citoyensÂ eux-mÃªmes, ainsi qu'entre eux et les reprÃ©sentants de l'Ã‰tat au Rwanda. En particulier, les parties sombres de l'histoire du Rwanda ont Ã©tÃ© Ã©crites pour s'adapter Ã l'agenda politique des rÃ©gimes au pouvoir, ce qui suscite des inquiÃ©tudes persistantes quant Ã savoir si la justice pour toutes les atrocitÃ©s commises au cours de cette pÃ©riode a vraiment Ã©tÃ© rendue. Ces problÃ¨mes crÃ©ent aujourd'hui division et mÃ©fiance parmi les Rwandais. En outre, les violations continues des droits de l'homme et les dÃ©ficits de bonheur[9] de la population au Rwanda intensifient la mÃ©fiance des citoyens envers les institutions de l'Ã‰tat. Sans mettre en oeuvre des politiques radicales pour restaurer la confiance absolue de la sociÃ©tÃ© afin de renforcer son capital social, le Rwanda n'assurera pas la stabilitÃ© Ã long terme pour parvenir Ã un dÃ©veloppement durable. Le bon voisinage est un autre domaine dans lequel le succÃ¨s du dÃ©veloppement rwandais, acclamÃ© dans le monde entier, a Ã©chouÃ©. Les allÃ©gations d'implication du Rwanda dans le conflit et l'exploitation illicite des ressources naturelles de l'Est de la RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo[10],[11],[12],[13] restent un dÃ©fi. MalgrÃ© le rapprochement entre les dirigeants des deux pays,Â le scepticisme persiste parmi les citoyens ordinaires et les Ã©lites politiques des deux pays.Â Les tensions politiques entre le Rwanda et le Burundi, ainsi qu'entre le Rwanda et l'Ouganda, qui ont conduit Ã la fermeture des frontiÃ¨res, ne sont toujours pas rÃ©solues Ã ce jour. Plus le manque de bon voisinage perdure, plus les relations entre le Rwanda et ses Ã‰tats voisins se dÃ©gradent, ce qui pourrait intensifier les problÃ¨mes de sÃ©curitÃ© dans la rÃ©gion des Grands Lacs. La fermeture des frontiÃ¨res a dÃ©jÃ perturbÃ© les activitÃ©s Ã©conomiques, en particulier le commerce et a augmentÃ© des prix des denr alimentaires au Rwanda. Une Ã©tude sur les futurs moteurs de la croissance au Rwanda[14] reconnaÃ®t que ses perspectives de croissance doivent Ãªtre alimentÃ©es par le commerce et l'intÃ©gration rÃ©gionale qui peuvent Ãªtre atteints grÃ¢ce Ã sa participation Ã la chaÃ®ne de valeur d'approvisionnement des ressources naturelles de la rÃ©gion sur le marchÃ© mondial. Je suis convaincue que, sans que le Rwanda ne dÃ©veloppe un bon voisinage, l'intÃ©gration rÃ©gionale pour le dÃ©veloppement Ã©conomique restera un mythe. Enfin, une gouvernance qui prend particuliÃ¨rement en compteÂ la voix des citoyens pour faire respecter la responsabilitÃ© du gouvernement d'une maniÃ¨re dÃ©mocratiqueÂ a fait dÃ©faut au Rwanda. Le score du Rwanda en veillant Ã ce que la voix de la population soit entendue et la responsabilitÃ© du gouvernement sur les Indicateurs de gouvernance mondiale (WGI) est restÃ© faible au cours des deux derniÃ¨res dÃ©cennies[15]. Cela corrobore le point de vue selon lequel la mise en oeuvre de politiques sans la participation des

citoyens et d'une maniÃ¨re qui manque de responsabilitÃ© et de sensibilitÃ© de l'Ã‰tat envers la population, ainsi que d'Ã©touffer toutes les voix qui remettent en cause les politiques de dÃ©veloppement au Rwanda, Ã©taient les principales raisons pour lesquelles le gouvernement n'a pas rÃ©ussi Ã rÃ©aliser ses promesses faites en 2000 de transformer le Rwanda en un Ã‰tat Ã revenu intermÃ©diaire d'ici 2020. Ã‰tant donnÃ© qu'aucun pays sans ressources n'est passÃ© Ã un moderne, compÃ©titif et Ã revenu Ã©levÃ© sans institutions de gouvernance hautement compÃ©tentes et responsables[16], le Rwanda doit amÃ©liorer sa gouvernance. Ce processus nÃ©cessite une attention particuliÃ¨re, d'autant plus que la rÃ©forme de la gouvernance est l'aspect le plus vital capable de provoquer le changement dans le reste des secteurs susmentionnÃ©s sur lesquels le dÃ©veloppement du Rwanda a Ã©chouÃ©. De telles rÃ©formes peuvent Ãªtre rÃ©alisÃ©es gr un dialogue inter-rwandais entre le gouvernement, les partis politiques d'opposition et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile de l'intÃ©rieur et extÃ©rieur du pays[17]. Pourquoi dialoguer ? L'histoire du Rwanda depuis son indÃ©pendance, a Ã©tÃ© caractÃ©risÃ©e par des rÃ©gimes successifs qui sont restÃ©s au pouvoir par tous les moyens possibles, refusant de mettre en oeuvre des rÃ©formes de bonne gouvernance. Les rÃ©percussions ont Ã©tÃ© des massacres et des violations des droits de l'homme, culminant avec le gÃ©nocide des Tutsis de 1994. Pour Ã©viter que l'histoire ne se rÃ©pÃ¨te, un dialogue inter-rwandais pour la rÃ©forme de la gouvernance au Rwanda est aujourd'hui une nÃ©cessitÃ©. Le rÃ©sultat d'un tel dialogue crÃ©erait un environnement qui facilite la stabilitÃ© et le dÃ©veloppement Ã©conomique durable au Rwanda. Sources citÃ©es

[1] https://www.economist.com/graphic-detail/2011/01/06/africas-impressive-growth [2] https://www.ft.com/content/683047ac-b857-11e9-96bd-8e884d3ea203 [3] https://www.worldbank.org/en/country/rwanda/publication/rwanda-economic-update-financing-development-role-deeper-diversified-financial-sector [4] https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29036/122107-WP-PUBLIC-Rwanda-Economic-Update-FINAL.pdf?sequence=1&isAllowed=y [5] https://www.minecofin.gov.rw/publications/data [6] https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/01/11/pr2205-pr2205-imf-executive-board-completes-2021-article-iv-consultation-fifth-review-for-rwanda [7] https://databank.worldbank.org/data/download/hci/HCI_2pager_RWA.pdf?cid=GGH_e_hcpexternal_en_ext [8] https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35970/Rwanda-Economic-Update-The-Role-of-the-Private-Sector-in-Closing-the-Infrastructure-Gap.pdf?sequence=5&isAllowed=y [9] https://happiness-report.s3.amazonaws.com/2020/WHR20.pdf [10] https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/DRC%20S%202002%201146.pdf [11] https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2012_843.pdf [12] https://www.undocs.org/S/2020/1283 [13] https://www.undocs.org/en/S/2021/560 [14]https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30732#:~:text=The%20report%20identifies%20four%20essential,agricultural%20modernization%2C%20and%20capable%20and [15] https://info.worldbank.org/governance/wgi/ [16] https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30732 [17] https://www.levif.be/actualite/international/pour-un-nouveau-dialogue-inter-rwandais-carte-blanche/article-opinion-1481135.html

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});